TRISTE AVENIR

ME TYPHANIE AFSCHRIFT
Avocate spécialisée en droit fiscal (Afschrift Tax and Legal)
Co-présidente de l'Ecofin Tax Club LU/INTL

Je n'ai pas l'habitude d'être pessimiste. Si j'intitule cette chronique « triste avenir », c'est parce que réellement, il faut craindre que, pour le contribuable, belge comme européen, les perspectives pour l'avenir proche et à moyen terme, au moins, soient vraiment très mauvaises.

Certes, l'on a évité de justesse le vote de l'exécrable réforme fiscale que le ministre des finances voulait faire passer. Il s'agissait, une fois de plus, d'une de ces réformes prétendument neutres, qui aurait fait payer les indépendants, les cadres, et les entreprises, encore plus d'impôts qu'aujourd'hui.

Certes, politiquement, il est difficile d'envisager, sans faire appel aux partis les plus extrémistes, une composition gouvernementale plus opposée à ces catégories que celle qui gouverne aujourd'hui.

Mais il faudra voter une réforme fiscale pendant la législature prochaine. Et quelle que soit la composition du gouvernement, l'on sait déjà que cette question est liée à celle du budget. Celui-ci est dans un piètre état. Le laxisme systématique dont se sont rendus coupables les deux derniers gouvernements, pendant les lock down et en d'autres moments, le système consistant à distribuer systématiquement des chèques de façon indifférenciée et l'incapacité de contrôler les dépenses, tout cela va se payer très cher à l'avenir.

Parce que, contrairement à ce que disent certains experts, creuser le déficit public, cela a un coût, et augmenter la dette publique, cela se paie aussi, même lorsque les dettes ont été contractées en période de taux faible ou nul. Un jour il faut rembourser, et emprunter plus cher et ce moment est déjà venu.

Nos partis de gouvernement, à supposer qu'ils se mettent d'accord un jour sur quelque chose, ne comprennent pas qu'il faut faire une vraie réforme, pas seulement fiscale, mais budgétaire. Il faut une réforme de l'État, pas seulement au niveau communautaire, mais aussi accepter de remettre en cause les sacro saintes dépenses notamment la sécurité sociale et la fonction publique qui font de notre pays un enfer fiscal.